

## PROJET DE COMMUNIQUE

### **CREDIT IMPOT RECHERCHE : UN EFFORT EN TROMPE L'ŒIL.**

Dans son dernier rapport au Parlement sur le Crédit Impôt Recherche (une réduction d'impôts qui a pour but de soutenir les efforts de recherche-développement des entreprises), le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche se félicite de l'effort croissant du gouvernement en faveur de la recherche et du développement.

Ce rapport en trompe l'œil ne saurait faire oublier la situation critique dans laquelle se trouve la recherche en France : moyens de la recherche publique en berne, baisse de 10% de la part de PIB consacrée à l'effort de recherche depuis 2002...

En réalité, en augmentant de manière aveugle le Crédit Impôt Recherche, le gouvernement dilapide l'argent de l'Etat sans effet dynamisant pour la recherche des entreprises et sans effet positif pour l'emploi scientifique (à peine 400 entreprises ont recruté des docteurs à travers ce dispositif !).

Quoi qu'en dise la droite, ce ne sont pas les PME qui profitent du CIR. Pire, elles en profitent moins qu'avant, et reçoivent aujourd'hui moins de 30% des crédits distribués. Pour le Parti socialiste, il faut impérativement plafonner le Crédit Impôt Recherche à un niveau tel qu'il ne profite qu'aux PME innovantes.

C'est l'ensemble de la politique de soutien de l'Etat aux entreprises qui doit être remise à plat. Les aides publiques, indispensables, doivent être réorientées afin de correspondre aux besoins. Elles ont vocation, d'une part, à accompagner de véritables projets industriels (énergie, éco-technologies, aéronautique, etc.) dans lesquels des entreprises de toute taille, y compris des grands groupes, peuvent être impliqués. D'autre part, des aides multiformes, favorisant toutes les étapes de l'innovation, doivent être dédiées aux PME. Le Parti socialiste estime que ces subsides, contrôlées, doivent avoir des contreparties : développement du potentiel et de l'emploi scientifique dans les entreprises aidées, et maintien de l'essentiel de leur production en Europe. Le non-respect de ces engagements doit conduire au remboursement des aides. Ainsi, l'argent public sera enfin dépensé utilement, pour préparer notre avenir et non pour grossir les bonus des dirigeants de grandes entreprises.

Bertrand Monthubert,

Secrétaire National à l'enseignement supérieur et à la recherche